

Écrit par Bernard Comoli



Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 56 - Genève, le 20 décembre 2010

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :
<http://www.terrabrasilis.ch> et <http://www.humanitaire.ws>

Le Congrès brésilien après les élections

À l'extérieur du Brésil, les informations liées aux dernières élections brésiliennes ont surtout traité de l'élection présidentielle, alors que le corps électoral était appelé, en plus de la présidence de la république, à élire également les membres de la Chambre des députés, une partie du Sénat, les Gouverneurs et les membres des Assemblées législatives des vingt-six Etats et du District fédéral. À la Chambre des Députés, les partis qui ont soutenu Dilma Rouseff, occupent 311 des 513 sièges, dont 88 pour le Parti des Travailleurs (celui de la présidente élue), qui est le groupe parlementaire le plus important. Il est suivi par le PMDB avec 79 députés. La coalition qui a soutenu José Serra a placé 136 députés. Dans l'opposition, le PSDB (celui de Serra) est représenté par 53 députés et le DEM en a 43. Au Sénat, la coalition de partis qui a soutenu Dilma est représentée par 50 des 81 sénateurs dont 21 du PMDB et 14 du PT. La coalition qui a soutenu Serra en a 24, dont 10 du PSDB et 6 du DEM. Selon l'INESC, la "Bancada ruralista", le groupe parlementaire qui est favorable à l'agrobusiness, a perdu 45% de ses représentants, mais il conserve son noyau le plus dur. Comme Lula, Dilma devra composer avec les partis de sa coalition pour faire avancer ses projets au Congrès. Des 27 gouverneurs élus, ou réélus, 16 appartiennent à la coalition qui a soutenu Dilma et 11 à celle qui a voté en faveur de Serra. Dans les États amazoniens, 4 gouverneurs appartiennent aux partis favorables au nouveau gouvernement et 5 sont dans les partis d'opposition. Ces données n'ont qu'une valeur indicative, les élus étant susceptibles de définir leur vote en fonction des sujets qui leur sont soumis. Enfin, plusieurs médias ont rappelé comment, l'obligation pour les électeurs, de présenter au local de vote, en plus de la carte d'électeur, une pièce officielle avec photo pour justifier de leur identité, avait empêché de nombreux indiens de participer aux élections.

Pour en savoir plus (en portugais) :
Chambre des Députés :
<http://agenciabrasil.ebc.com.br/eleicoes2010/ckfinder/userfiles/images/Camara-dos-Deputados.jpg>
Sénat : <http://agenciabrasil.ebc.com.br/eleicoes2010/materia/2010-10-04/eleicoes-mostram-nova-composicao-de-forca-no-senado>
Le vote des indiens : <http://g1.globo.com/especiais/eleicoes-2010/noticia/2010/10/sem-documento-com-foto-abstencao-de-votos-de-indios-pode-ser-grande.html>
INESC : <http://www.inesc.org.br/noticias/noticias-do-inesc/2010/novembro/edicao-no-05-noticia-2/?searchterm=bancada%20ruralista>

L'Hutukara en Assemblée générale

Du 1er au 7 novembre plusieurs centaines de Yanomami et Ye'kuana étaient réunis dans la région de Toototobi, dans la Terre Indigène Yanomami – TIY (Etat de Roraima), pour la IVe Assemblée Générale de l'Hutukara Associação Yanomami – HAY. Ils ont mis à l'ordre du jour de cette réunion l'essentiel de leurs préoccupations : les changements climatiques, les nouveaux espaces d'occupation de la Terre Indigène, l'éducation, la lutte contre les envahisseurs et le service de santé. Ils ont évidemment procédé à une évaluation de l'activité déployée par l'association au cours de ces trois dernières années alors qu'elle est confrontée au manque de ressources financières. Les leaders ont tracé les lignes d'action pour les trois années à venir. Ils ont encore procédé à l'élection des responsables de l'association. Davi Kopenawa a été reconduit à la présidence de l'HAY. Le fait marquant de la réunion a été la visite d'Antonio Alves, le responsable du nouveau Secrétariat Spécial de la Santé Indigène – SESAI, créé le 19 octobre. Le Secrétaire a été décoré d'un bracelet - brassard décoré de plumes d'Arara, ornement caractéristique de ce peuple. Un présent qui symbolise une alliance passée entre le récipiendaire et ses hôtes qui attendent un service de santé de qualité. L'Assemblée a été informée de l'épidémie de paludisme qui a frappé des communautés Yanomami du Venezuela tout proche. Elle a causé la mort de plusieurs indiens, entre 17 et 54 selon les sources.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.hutukara.org/sitemap.html> (Accès au site difficile, il est nécessaire de rechercher les divers documents, textes et photos).

La déforestation de l'Amazonie à son plus bas niveau depuis 23 ans

6'451 km², c'est la surface de forêt amazonienne détruite entre août 2009 et juillet 2010, le chiffre le plus bas observé depuis 1988. Il s'agit d'une réduction de 13,6% par rapport au relevé de juillet 2009 (7'464 km²). Le résultat de cette évaluation de l'Institut National d'Enquêtes Spatiales – INPE, ne comprend pas les États de l'Amapá et de Roraima. Il devra être confirmé d'ici mars 2011. L'annonce en a été faite le 1er décembre à Brasilia par le président Lula. Pour le gouvernement, les baisses successives du rythme de la déforestation de ces dernières années sont le résultat de l'application

d'un ensemble de politiques publiques, dont le "Plan d'action pour la Préservation et le Contrôle de la Déforestation dans l'[Amazonie légale](#)" – PPCDAM, créé en mars 2004, sur la base d'un décret présidentiel du 3 juillet 2003. La réduction de la déforestation n'est pas générale. Contrairement à ce qui s'est passé dans cinq autres États, les deux États de l'Acre et de l'Amazonas ont vu la surface de déforestation augmenter au cours de la période sous revue, passant respectivement de 167 à 273 km², et de 405 à 474 km² par rapport à la période précédente. Entre août 2009 et juillet 2010, les champions du déboisement sont les deux États du Pará et du Mato Grosso. Le premier a vu détruire 3'710 km² de forêt (57,5% de la déforestation), et le deuxième 828 km² (12,8%). Ils sont fidèles à la tradition. En effet, depuis 1988, leur part dans la déforestation de l'Amazonie légale a oscillé entre 60% en 1991, et 75% en 2004. À titre indicatif, ces deux États représentent environ 42% de la surface de cette partie du Brésil. Selon Gilberto Câmara, le directeur de l'INPE, la part des coupes de moins de 50 hectares a fortement progressé entre 2002 et 2010, passant de 35% à 80%. Les auteurs de ces coupes "réduites" chercheraient à échapper à la vigilance des satellites d'observation. Les statistiques diffusées par l'Institut permettent de situer le résultat qui vient d'être publié par rapport à ces trente dernières années. Entre 1977 et 1988, dans toute l'Amazonie légale, la moyenne annuelle de déforestation était de l'ordre de 21'000 km². Dans les années 90, la plus faible surface détruite l'a été en 1991 : "seulement" 11'030 km². Et la plus forte, en 1995, avec 29'059 km². C'est le pic le plus élevé au cours de ces 23 ans. Les deux années 2003 et 2004 ont aussi connu une forte poussée de déforestation avec, respectivement, 25'396 et 27'772 km². Mais depuis 2005, les chiffres sont régulièrement orientés à la baisse. Au cours des vingt-trois dernières années, ce sont plus de 385'000 km² de forêt qui ont disparu. Si l'on ajoute à ce chiffre l'estimation de 231'500 km² de déforestation qui se serait produite depuis 1977, le total serait alors de l'ordre de 616'700 km². La forêt brûle encore.

Pour en savoir plus (en portugais):
 L'information de l'INPE : http://www.inpe.br/noticias/noticia.php?Cod_Noticia=2379 et
 > Confira a apresentação pelo Dr. G. Câmara (un PowerPoint)
 Le tableau chiffré de l'INPE : http://www.obt.inpe.br/prodes/prodes_1988_2010.htm
 Le décret présidentiel du 03/07/2003 :
http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/DNN/2003/Dnn9922.htm
 Le PPCDAM : <http://www.planalto.gov.br/casacivil/desmat.pdf>
 L'information du gouvernement :
<http://www.brasil.gov.br/noticias/arquivos/2010/12/2/taxa-de-desmatamento-da-amazonia-e-a-menor-ja-registrada>

Kátia Abreu gagne une "Tronçonneuse d'or" pour son soutien à la cause de la déforestation

À Cancún, où elle participait à la 16e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, la sénatrice du Tocantins, Kátia Abreu, leader du groupe parlementaire "ruraliste" qui soutient, au Congrès brésilien les propositions de modifications du Code forestier, a refusé une réplique de "Tronçonneuse d'or", un "Prix" qu'a tenté de lui remettre, le 8 décembre, Sonia Guajajara, la vice-coordinatrice de la COIAB (Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne). Par ce geste

symbolique, la COIAB et Greenpeace ont voulu faire connaître la gravité de l'atteinte portée à la protection de la forêt et de l'environnement par le projet de loi, adopté le 6 juillet, par une Commission de la Chambre des députés*. Une controverse a eu lieu à la Chambre des députés ce début décembre à l'annonce d'un probable vote pour inscrire ce projet de loi contesté en "débat d'urgence". Les leaders des différents groupes parlementaires ne sont pas parvenus à un accord à ce sujet. L'urgence n'a pas été inscrite à l'ordre du jour.

*Voir "[AYA Info](#)" No 52.

Pour en savoir plus (en portugais) :

<http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=index&id=648&tipo=E>

Sur la controverse à la Chambre des députés :

<http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=3236>

"AYA Info" souhaite un Bon Noël et une Bonne Année 2011 à ses lectrices et lecteurs. Il souhaite que la nouvelle Présidente du Brésil et son gouvernement soient à l'écoute des Peuples indigènes du pays.

Bernard Comoli